

# PASAS

PLATEFORME D'ANALYSE,  
DE SUIVI ET D'APPRENTISSAGE  
AU SAHEL



PORTÉ PAR

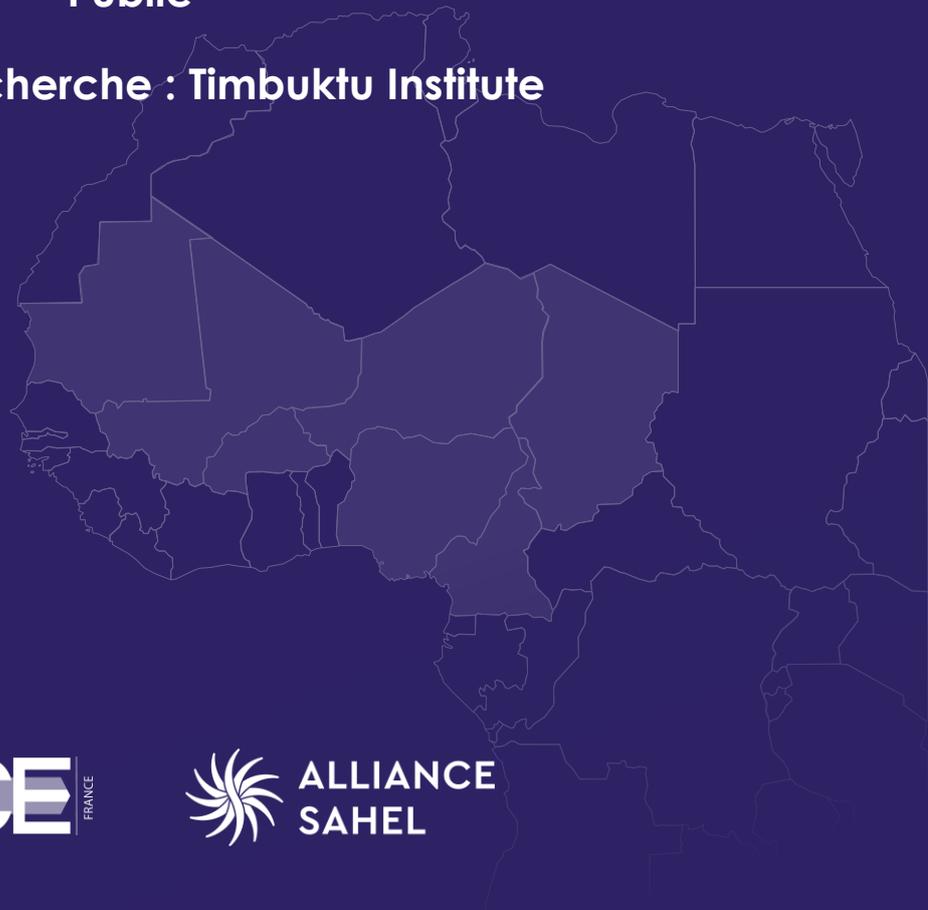


## Les défis de la désinformation pour les acteurs internationaux et nationaux au Sahel central et dans les pays du golfe de Guinée

29 avril 2024

Public

Equipe de recherche : Timbuktu Institute



Les opinions exprimées dans le présent document sont celles des auteurs et ne représentent pas nécessairement les opinions de l'AFD, de ses partenaires ou financeurs.

---

**Merci de citer cet ouvrage comme suit :**

Equipe de recherche : Timbuktu Institute (), Les défis de la désinformation pour les acteurs internationaux et nationaux au Sahel central et dans le pays du golfe de Guinée, Plateforme d'Analyse du Suivi et d'Apprentissage au Sahel, Production Pasas. <https://pasas-minka.fr>

---

[Sahel central, Golfe de Guinée,]

[Influence, désinformation, info-guerre]

---

## Sommaire :

1 - Introduction .....	4
2 - Impact de la desinformation, mesures restrictives et liberte d'expression au Sahel Central et dans les pays du golfe de Guinée .....	6
3 - L'urgence d'un retablissement de la confiance des communautés pour une meilleure resolution des conflits (Mali, Burkina Faso, Niger) .....	7
4 - Enjeux de la sauvegarde de la paix civile et garantie d'un processus electoral libre et transparent (Kenya, Nigeria, Sierra Leone, Côte d'Ivoire, Cameroun) .....	10
5 - La participation politique des femmes a l'ère de la desinformation (Niger, Burkina Faso) .....	13
6 - La lutte contre la desinformation par l'education aux medias et la sensibilisation (Cameroun, Gabon, Togo, Republique Démocratique du Congo) .....	14
7- Conclusion et perspectives .....	15

## 1 - INTRODUCTION

La fragilité politique au Sahel et en Afrique de l'Ouest, combinée à la situation sécuritaire a accentué les vulnérabilités socio-économiques et climatiques et creusé l'écart entre les élites politiques, la communauté internationale et les perceptions locales. Dans ce contexte lourd de risques d'instabilité et crises multidimensionnelles, les gouvernements, de même que leurs partenaires internationaux apparaissent au regard des jeunes et de certains activistes de la société civile comme en décalage avec les imaginaires, les narratifs des sociétés qui sont fortement impactées par le développement dérégulé des réseaux sociaux. Ainsi, cette déconnexion entre la gouvernance classique et les réalités émergentes, dans un contexte marqué par l'irruption ou le retour en force d'acteurs régionaux et internationaux ne partageant pas les idéaux démocratiques et les valeurs qui les sous-tendent, inaugure une nouvelle ère qu'il devient de plus en plus difficile d'appréhender avec les paradigmes et outils conceptuels d'antan.

Au moment où les réseaux sociaux, les phénomènes de propagande, de désinformation, de mauvaise information, de fake news, les théories du complot sur fond d'ingérences étrangères se répandent, quelles marges de manœuvre resteraient-il aux États et aux organisations pour jouer pleinement leur rôle de régulation ou de médiation ? Sur quels types de légitimités asseoir le nouveau type de partenariat qui s'impose, au moment les partenaires internationaux, leurs instruments et outils de coopération co-construits avec les États de la région font l'objet de ré-interrogations, s'ils ne sont pas purement rejetés ? Il se pose ainsi la question cruciale de la redéfinition des rapports de force avec un renversement des alliances dans une Afrique au cœur de la mondialisation des économies comme des modèles culturels alors que les modèles analytiques classiques s'essouffent et peinent à sonder des réalités africaines de plus en plus complexes voire hybrides.

Pendant ce temps, la démocratisation de l'accès à Internet et l'usage répandu des réseaux sociaux pose à la fois la problématique de la désinformation et la possibilité d'une communication plus fluide entre les citoyens et leurs représentants. Cette tendance globale n'a pas épargné le continent africain et s'est accentuée dans des contextes présentant diverses fragilités, aux causes profondes, les exposant aussi bien aux menaces transnationales qu'aux conséquences d'une guerre informationnelle généralisée. Dans une telle situation, l'outil numérique et ses différents usages dans des espaces communicationnels difficilement réglables constitue un enjeu important dont le contrôle devient inséparable de celui des opinions publiques devenues consommatrices et émettrices d'informations. Dans ce contexte inédit de réactivité immédiate et de profusion d'informations non contrôlées, il devient crucial de mieux comprendre la complexité de l'écosystème numérique du Sahel central et dans les pays du golfe de Guinée. Cet écosystème numérique de plus en plus complexe devient un terrain de jeu d'interactions offrant l'opportunité aux acteurs qui le maîtrisent

d'en faire à la fois, un facteur de rapprochement, mais aussi une plateforme de diffusion de discours haineux ou encore un espace de circulation de fausses informations<sup>1</sup>.

Les plateformes numériques africaines sont envahies par des acteurs manipulant l'information pour influencer les opinions des citoyens et les décisions publiques. Cela comprend des campagnes de communication, par exemple, en faveur ou non de la coopération militaire et économique avec les puissances étrangères. Des procédés similaires sont aussi empruntés dans le cadre des stratégies et de la communication politiques de légitimation des coups d'État. Il en est de même des soutiens des transitions militaires qui développent d'intenses campagnes de communication dans lesquelles, la lutte contre le terrorisme et la sécurisation des régimes en place passent pour être prioritaires par rapport à l'avancée du calendrier devant mener au retour de l'ordre constitutionnel. C'est dans cette optique que se développe – notamment dans les pays-membres de l'AES- une stratégie de communication peu soucieuse de la vérification des faits mais faisant de la sortie de la CEDEAO, un objectif vers la « souveraineté ». De plus, le contexte politico sécuritaire des États du Sahel central et du golfe de Guinée semble favoriser les campagnes de désinformation à l'heure où l'espace en ligne constitue une arène où s'affrontent divers acteurs aux intérêts divergents. En effet, l'espace sahélien et ouest-africain sahélien est de plus en plus perçu comme le nouveau terrain de « jeu » d'une compétition entre puissances occidentales comme la France et la Russie. Dans un tel contexte, il devient difficile pour les structures internationales de coopération (Agences, ONG), notamment européennes, de se déployer sans être associées – ne serait-ce que dans les perceptions - à l'image des pays auxquelles les populations locales les rattachent systématiquement. Aujourd'hui, cette tendance à la décrédibilisation affecte l'image aussi bien des organisations non gouvernementales, des partenaires financiers comme la Banque mondiale ou encore celle de l'Organisation des Nations Unies. N'épargnant même plus les Communautés économiques régionales, les partenaires tels que l'Union européenne, et les pays comme la France et les États-Unis, ce phénomène accentue les difficultés des opérateurs de l'aide internationale en rendant moins évidente l'appropriation des projets par les populations locales.

**Dès lors, les défis de la désinformation pour les acteurs internationaux et nationaux au Sahel central et dans le golfe de Guinée se posent en termes de crédibilité des acteurs dans la coopération en matière de développement et de sécurité.** C'est-à-dire que par la dissémination d'informations fausses ou manipulées, les acteurs de la désinformation et les relayeurs de plus en plus nombreux dans la population, arrivent, par un narratif souvent complotiste à faire douter de la sincérité des politiques et actions de coopération. En d'autres termes, il s'est largement répandu, au sein des populations de la région, l'idée que l'aide au développement répondrait plus à des impératifs

---

<sup>1</sup> Habibou Bako, Réseaux sociaux et désinformation au Sahel, Nouvelles et annonces, Bulletin franco paix, Vol. 7, n° 10 • déc. 2022.

d'influence et d'ingérence qu'à des objectifs strictement « humanitaires » ou de « développement ». De plus, l'échec des coopérations militaires à garantir la sécurité a eu l'effet – amplifié par des campagnes de communication – d'installer le doute sur une réelle volonté de lutter contre le terrorisme. D'ailleurs cette dernière a fini par être interprétée, y compris par une certaine élite – comme une stratégie de retour d'un « impérialisme » politique par la « fenêtre du sécuritaire ». Hormis la coopération au développement et la sécurité, l'aide internationale est aussi perçue, parfois au regard de certaines conditionnalités, comme un moyen de promotion de valeurs et de principes voire d'ingérence dans la marche des pays bénéficiaires. C'est notamment le cas pour ce qui est des questions d'égalité du genre ou des droits des femmes, etc.

## 2 - IMPACT DE LA DESINFORMATION, MESURES RESTRICTIVES ET LIBERTE D'EXPRESSION AU SAHEL CENTRAL ET DANS LES PAYS DU GOLFE DE GUINEE

Les effets de la désinformation se ressentent dans tous les secteurs de la vie : la santé, notamment durant la pandémie de COVID-19, le sport, la gouvernance, la politique, la coopération, la diplomatie, etc. Cependant, il est encore difficile de mesurer quantitativement les impacts de la désinformation. L'ampleur des dégâts qu'elles causent à leurs cibles et leurs victimes ne semble pas encore faire l'objet d'investigations poussées alors que leurs effets peuvent se ressentir dans le long terme. **De ce fait, « les informations fiables sur l'impact réel de telles campagnes restent relativement rares. Mesurer l'impact social de la désinformation constitue un défi méthodologique »<sup>2</sup>**, son audience réelle reste à déterminer. Par ailleurs, sous prétexte de prévention et de lutte contre la désinformation ou l'usage déraisonné des réseaux sociaux, des États restreignent les libertés d'expression de leurs citoyens et certaines personnes se retrouvent emprisonnées pour cause d'accusations en lien avec la cybercriminalité. Cependant la lutte contre la cybercriminalité peut parfois devenir un alibi pour restreindre la liberté d'expression sur les réseaux sociaux surtout lorsqu'il s'agit de formuler de simples critiques contre des régimes en place. L'actualité politique sénégalaise en est une parfaite illustration, les données mobiles sont souvent coupées lors des manifestations, rendant impossible l'accès à Internet. La même situation est rencontrée en Guinée où l'accès à Internet et surtout aux réseaux sociaux a été restreint depuis quelques mois. Une recherche plus fouillée sur la désinformation permettra de mesurer les vraies menaces qu'elle engendre et initier des réponses équilibrées sans verser dans l'excès ou vers des restrictions dommageables pour le droit d'accès à l'information. « Les opéra-

---

<sup>2</sup> Stiftung Wissenschaft et Politik, Atelier politique IV : Post-vérité. Quelle influence la désinformation a-t-elle en Afrique ? décembre 2022, URL : <https://www.swp-berlin.org/en/publication/mta-spotlight-19-policy-workshop-iv-1>

tions d'influence peuvent avoir des effets mesurables sur les croyances et le comportement des gens, mais la recherche empirique ne répond pas encore de manière adéquate aux questions les plus urgentes auxquelles sont confrontés les décideurs politiques »<sup>3</sup>. Néanmoins, il y a une évolution assez remarquable de la littérature sur les impacts de la désinformation depuis le rapport de la *Fondation Carnegie pour la paix internationale*, qui mettait en exergue ce déficit.

### 3 - L'URGENCE D'UN RETABLISSEMENT DE LA CONFIANCE DES COMMUNAUTES POUR UNE MEILLEURE RESOLUTION DES CONFLITS (MALI, BURKINA FASO, NIGER)

Ces dernières années, il a été noté une multiplication des efforts déployés pour la résolution de conflits au Sahel central et dans le golfe de Guinée, notamment, dans la lutte contre le terrorisme et le crime organisé. Cependant, les résultats escomptés n'ont pas été atteints. Les violences se sont intensifiées et les conflits perdurent au moment où s'aggrave la crise de confiance entre les acteurs, notamment entre gouvernants et gouvernés. La désinformation a considérablement contribué à la détérioration des relations diplomatiques entre la France et le Mali, par exemple. En effet, « en semant la méfiance et en encourageant les théories du complot, la désinformation peut saper la crédibilité des processus de paix, entraver les efforts de réconciliation et perpétuer les cycles de violence »<sup>4</sup>.

**L'un des défis majeurs posés aux partenaires nationaux et internationaux au Sahel central et dans le golfe de Guinée par la désinformation est certainement le souci de transparence face à une crise de confiance profonde entre eux, les autorités politiques et l'opinion publique influençable.** « Au Sahel, le manque de transparence nourrit les spéculations, les peurs et les tensions »<sup>5</sup>, disait l'ancienne Haut-commissaire des Nations unies pour les droits humains de l'ONU, au sortir d'une tournée au Burkina Faso et au Niger, deux pays actuellement en transition politique. L'enjeu pour les acteurs de la coopération serait de rétablir des relations de confiance avec les acteurs et les bénéficiaires de leurs actions en écartant toutes zones d'ombre par une sensibilisation

---

<sup>3</sup> Fondation Carnegie pour la paix internationale, Mesurer les effets des opérations d'influence : principales conclusions et lacunes de la recherche empirique, Jon Bate-man, Elonnai Hickok, Laura Courchesne, Isra Thange, Jacob N. Shapiro, juin 2021. URL: <https://carnegieendowment.org/2021/06/28/measuring-effects-of-influence-operations-key-findings-and-gaps-from-empirical-research-pub-84824>

<sup>4</sup> Le Grand Continent, Comprendre la désinformation en Afrique, Guillaume Soto-Mayor, Admire Mare, Valdez Onanina, Octobre 2023.

<sup>5</sup> Le monde, Michelle Bachelet : « Au Sahel, le manque de transparence nourrit les spéculations, les peurs et les tensions », décembre 2021.

sur la désinformation et une stratégie de communication dont la cible serait les populations. En Guinée équatoriale, la rumeur selon laquelle le pays sortirait de la zone Franc défrayait la chronique durant le mois de septembre 2018. En ce temps, un post intitulé « Le franc CFA n'existe plus en Guinée équatoriale » a été partagé plus de 18000 fois sur Facebook et X (ex-Twitter)<sup>6</sup> avant d'être officiellement démenti par le Gouvernement. Ailleurs, au nord du Togo, les groupes armés influencent les populations notamment les plus jeunes en utilisant les réseaux sociaux comme WhatsApp et Tik Tok. Amnesty International avait déploré le développement des discours haineux et la diffusion de fausses informations sur les réseaux sociaux qui « prend une dimension palpable et affecte directement les communautés locales »<sup>7</sup>.

Prévenir les conflits communautaires dans un environnement de propagation intense de fausses nouvelles sur des groupes stigmatisés du fait de leur appartenance religieuse ou confessionnelle, ethnique ou géographique, reste un défi majeur pour les acteurs de la coopération. Comme risques encourus, le génocide rwandais de 1994 est un triste rappel quant à la gravité des campagnes de désinformation contre une communauté<sup>8</sup>.

Le défi pour la communauté internationale de préservation de la paix et de prévention des conflits devient de plus en plus ardu à relever en présence de l'usage de l'information comme arme de déstabilisation ou de contrôle des opinions publiques non forcément sensibilisées au discernement et à la retenue nécessaire.

**Comment « bâtir la paix à travers la lutte contre la désinformation »<sup>9</sup>, telle est la question principale dont la réponse constituerait une voie pour la résolution de conflits de tous ordres.** C'est dans cette logique que le bureau régional de la MINUSMA s'était investi dans la formation de plusieurs acteurs des médias dans la lutte contre la désinformation, par exemple lors d'une session à Mopti<sup>10</sup>, au Mali. En effet, la mission onusienne au Sahel était devenue une cible favorite des acteurs de la désinformation.

---

<sup>6</sup> TV5 Afrique, La Guinée Équatoriale va-t-elle vraiment quitter le franc CFA, 2018. En ligne, consulté le 06 mars 2024. URL: <https://information.tv5monde.com/afrique/vrai-dire-la-guinee-equatoriale-va-t-elle-vraiment-quitter-le-franc-cfa-30032>

<sup>7</sup> République du Togo, Rompre la chaîne de la désinformation et de l'extrémisme, 2024. En ligne, consulté le URL: <https://www.republicoftogo.com/toutes-les-rubriques/politique/rompre-la-chaîne-de-la-desinformation-et-de-l-extremisme>

<sup>8</sup> Cyber sécurité mag Africa, Désinformation active en Afrique : Acteurs, objectifs et conséquences sur la stabilité du continent ! À qui profite le crime ? octobre 2023, URL: <https://cybersecuritymag.africa/desinformation-active-en-afrique-acteurs-objectifs-et-consequences-sur-la-stabilite-du-continent>

<sup>9</sup> MINUSMA, Bâtir la paix à travers la lutte contre la désinformation, décembre 2022. URL: <https://minusma.unmissions.org/b%C3%A2tir-la-paix-%C3%A0-travers-la-lutte-contre-la-d%C3%A9sinformation>

<sup>10</sup> Idem

Son retrait du Mali trouve, en grande partie, son explication dans le ciblage par les autorités du Mali, relayées et amplifiées par les réseaux sociaux dont elle a fait l'objet notamment après le second coup d'État qui avait fait de la question de la souveraineté le point nodal de la légitimation politique des nouvelles autorités. Les casques bleus ont souvent été accusés d'abus sexuels que des enquêtes réalisées par les pays contributeurs ont permis de démentir<sup>11</sup>. Ajoutons à cela que la mise en cause des Forces armées maliennes, soupçonnées d'exactions contre les civils, dans des rapports, ont généré des contre-offensives sur les réseaux : le tout traduisant la défiance des autorités envers la Minusma. Ces accusations, dont les « comploteurs » potentiels étaient les « terroristes » et leurs « soutiens », visaient à rompre les bonnes relations entre les forces de l'ONU et les populations sur lesquelles elles étaient censées veiller. Cette stratégie avait pour objectif final de précipiter et de provoquer le retrait de cette mission du territoire malien. Dès lors, il n'était pas très surprenant de voir la junte militaire exiger ce retrait dans les plus brefs délais. Ce qui n'a pas empêché à l'armée malienne d'accuser l'ONU « *d'avoir compromis la sécurité dans la localité d'Aguelhok en quittant de manière « précipitée » son camp sans attendre de le transférer aux autorités* »<sup>12</sup> Même s'il peut paraître réducteur d'expliquer cette situation par le seul fait de la désinformation, le poids d'une opinion publique soumise à toutes sortes de propagandes visant à expliquer tous les maux du Mali par l'action de « l'étranger » peut ne pas être étranger à l'instrumentalisation politique de cet épisode . **Il est, d'ailleurs, notable que « certains acteurs militaires se servent de l'arme numérique à des fins de désinformation »**<sup>13</sup>, comme en République démocratique du Congo. Dans ces deux pays (Mali et RDC), le déploiement des mercenaires russes du groupe Wagner s'est accompagné d'accusations de l'ONU qui aurait, selon les autorités, produit des rapports jugés diffamatoires sur la question des exactions menées dans le centre du Mali, notamment à Moura<sup>14</sup>. A ce propos, la mort d'Evgueni Prigojine - ex-figure de proue de Wagner - entraînant la perte de vitesse de l'organisation, est allé de pair avec l'émergence d'une nouvelle organisation paramilitaire : Africa Corps. Celle-ci à l'inverse de Wagner, a d'emblée assumé sa proximité avec le Kremlin en se présentant

---

<sup>11</sup> À Bamako, Abus sexuels : Des accusations contre la MINUSMA, 2016. URL : <http://news.abamako.com/h/131159.html>

<sup>12</sup> Jeune Afrique, Au Mali, l'armée accuse la Minusma de laisser le champ libre aux « terroristes », octobre 2023. URL : <https://www.jeuneafrique.com/1497455/politique/au-mali-larmee-accuse-la-minusma-de-laisser-le-champ-libre-aux-terroristes/>

<sup>13</sup> Cyber security mag Africa, Désinformation active en Afrique : Acteurs, objectifs et conséquences sur la stabilité du continent ! À qui profite le crime ? octobre 2023, URL : <https://cybersecuritymag.africa/desinformation-active-en-afrique-acteurs-objectifs-et-consequences-sur-la-stabilite-du-continent>

<sup>14</sup> Africa defense forum, Développer la confiance : le succès de la contre insurrection commence avec les civils, Contre-insurrection Volume 16, p.20, 2<sup>ème</sup> trimestre.

comme « une partie d'une structure spéciale du ministère de la défense ». <sup>15</sup> De même, la nouvelle structure dénommée « African Initiative », créée en septembre 2023. Son orientation affichée : une « agence de presse russe sur les événements du continent africain », en particulier à propos de « l'héritage néocolonial contre lequel les pays africains luttent depuis des décennies. » <sup>16</sup>

En vue de prévenir ces manipulations de l'information sur Internet, la MINUSMA avait soutenu la nécessité de veiller aux « questions déontologiques sur la vérification des sources et la responsabilité de fournir au public des faits vérifiés » <sup>17</sup>. Dans la même logique, lors d'un atelier de la Coalition pour le Sahel, sur le thème « Améliorer la gestion collective des défis du Sahel : pistes et propositions », il a été recommandé que « l'ensemble des acteurs présents sur le terrain devraient être soumis à une obligation de transparence quant aux effectifs engagés, au statut juridique et au mode de financement des outils sécuritaires qu'ils mettent en œuvre » <sup>18</sup>.

## 4 - ENJEUX DE LA SAUVEGARDE DE LA PAIX CIVILE ET GARANTIE D'UN PROCESSUS ELECTORAL LIBRE ET TRANSPARENT (KENYA, NIGERIA, SIERRA LEONE, COTE D'IVOIRE, CAMEROUN)

**Les campagnes de désinformation sont d'autant plus nuisibles qu'elles peuvent causer des perturbations graves dans les processus électoraux.** En effet, « les informations erronées peuvent induire les citoyens en erreur lorsqu'ils prennent des décisions cruciales, telles que le vote lors des élections, contribuant ainsi à des choix politiques imprudents » <sup>19</sup>. Ces manipulations de l'information menacent quasiment toutes les démocraties y compris celles que l'on croyait assez consolidées. « Elles ont interféré dans

---

<sup>15</sup> Le Monde, Africa Corps, le nouveau label de la présence russe au Sahel, décembre 2023. URL : [https://www.lemonde.fr/afrique/article/2023/12/15/afrika-corps-le-nouveau-label-de-la-presence-russe-au-sahel\\_6205937\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2023/12/15/afrika-corps-le-nouveau-label-de-la-presence-russe-au-sahel_6205937_3212.html)

<sup>16</sup> Le Monde, African Initiative, le nouveau réseau de propagande russe en Afrique après le démantèlement de Wagner, URL : [https://www.lemonde.fr/afrique/article/2024/03/07/african-initiative-la-nouvelle-tete-de-pont-de-la-propagande-russe-en-afrique\\_6220609\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2024/03/07/african-initiative-la-nouvelle-tete-de-pont-de-la-propagande-russe-en-afrique_6220609_3212.html)

<sup>17</sup> MINUSMA, Bâtir la paix à travers la lutte contre la désinformation, décembre 2022. URL : <https://minusma.unmissions.org/b%C3%A2tir-la-paix-%C3%A0-travers-la-lutte-contre-la-d%C3%A9sinformation>

<sup>18</sup> <https://www.coalition-sahel.org/wp-content/uploads/2022/12/FR-2022.12.30-Synthe%CC%80se-des-recommandations-1.pdf>

<sup>19</sup> Cyber security mag Africa, Désinformation active en Afrique : Acteurs, objectifs et conséquences sur la stabilité du continent ! À qui profite le crime ? octobre 2023, URL : <https://cybersecuritymag.africa/desinformation-active-en-afrique-acteurs-objectifs-et-consequences-sur-la-stabilite-du-continent>

plusieurs processus démocratiques majeurs, dont les élections présidentielles des plus grandes puissances mondiales »<sup>20</sup>. Parmi elles, les élections américaines de 2016 et française de 2017. En Afrique, les processus électoraux sont aussi de plus en plus affectés par les campagnes de désinformation.

**Au Nigéria, lors des élections de 2018, un proche du président avait été interpellé pour « campagnes de diffamation contre le leader de l'opposition »**<sup>21</sup>. En 2023, plusieurs équipes de campagnes avaient financé des campagnes de désinformation sur la fiabilité des élections présidentielles. En effet, des influenceurs avaient été payés pour soutenir l'hypothèse de fraudes électorales<sup>22</sup>. Dans la même année, en Sierra Leone, le président sortant et le leader de l'opposition déclaraient avoir remporté les élections alors que le décompte des voix était toujours en cours. Cette manipulation largement relayée sur plusieurs plateformes a failli affaiblir « la démocratie de la Sierra Leone soigneusement reconstruite au cours des 21 dernières années depuis la guerre civile »<sup>23</sup>. Et en Côte d'Ivoire, plusieurs cas de désinformations ont été notés lors des élections présidentielles de 2020<sup>24</sup>, contribuant à alimenter une série de violences verbales et physiques. Même si la désinformation et la manipulation de l'information ont toujours été des instruments d'influence, l'ampleur du phénomène est, en partie, due à l'arrivée sur le marché de l'information de nouveaux acteurs profitant de la démo-

<sup>20</sup> J.-B. Jeangène Vilmer, A. Escorcía, M. Guillaume, J. Herrera, Les Manipulations de l'information : un défi pour nos démocraties, rapport du Centre d'analyse, de prévision et de stratégie (CAPS) du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et de l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM) du ministère des Armées, p.23, Paris, août 2018.

<sup>21</sup> J.-B. Jeangène Vilmer, A. Escorcía, M. Guillaume, J. Herrera, Les Manipulations de l'information : un défi pour nos démocraties, rapport du Centre d'analyse, de prévision et de stratégie (CAPS) du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et de l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM) du ministère des Armées, p.7, Paris, août 2018.

<sup>22</sup> Ijnet, Comment la désinformation a menacé l'élection présidentielle au Nigeria, avril 2023. En ligne, consulté le 04 mars 2024. URL : <https://ijnet.org/fr/story/comment-la-d%C3%A9sinformation-menac%C3%A9-l%E2%80%99%C3%A9lection-pr%C3%A9sidentielle-au-nigeria>

<sup>23</sup> Democracy in Africa, La fiction est-elle pire que la réalité ? Comment lutter contre les fausses informations est un élément essentiel pour garantir la démocratie en Sierra Leone, août 2023. En ligne, consulté le 05 mars 2024/ URL : <https://democracyin-africa.org/is-fiction-worse-than-fact-how-countering-false-information-is-an-essential-part-of-securing-sierra-leones-democracy/>

<sup>24</sup> TV5, Présidentielle en Côte d'Ivoire : la désinformation pullule sur les réseaux sociaux, 2020. En ligne, consulté le 05 mars 2024/ URL : <https://information.tv5monde.com/afrique/presidentielle-en-cote-divoire-la-desinformation-pullule-sur-les-reseaux-sociaux-36810>

cratisation de la production, de l'accès et de la diffusion de l'information : « *Aujourd'hui chacun est à la fois émetteur et consommateur d'informations. C'est pour cela qu'il faut revenir à plus d'éthique démocratique dans l'utilisation des médias, sans oublier la part des Etats, car c'est parfois l'absence de démocratie qui fertilise le terreau à la désinformation* »<sup>25</sup>. Dans ce contexte, il faudrait relever le rôle amplificateur des différents relayeurs qui peuvent être des influenceurs ou autres acteurs bénéficiant d'un simple nombre élevé de followers et parfois sans la moindre culture sur l'éthique tel que cela pourrait être exigé dans le journalisme classique.

Jouant sur les crispations et les moments anxiogènes, cette désinformation massive prend de l'ampleur durant les moments de tensions comme lors des périodes électorales en Côte d'Ivoire. En effet, « *une trentaine de personnes sont mortes dans des violences pré-électorales et des affrontements intercommunautaires* »<sup>26</sup>. Dans le même registre, en 2018, au Cameroun, la période post-électorale des présidentielles a été marquée par de violentes campagnes de désinformation opposant le président sortant et son adversaire qui remettait en cause les résultats des élections. « *La propagande nauséabonde des deux camps s'appuie sur des publications, illustrées par des vidéos ou des photos d'une violence inouïe* »<sup>27</sup>, à caractère ethnique.

**Dès lors, les acteurs de la coopération auront comme défi d'appuyer des processus électoraux crédibles et de prévenir les violences pré et post électorales en intensifiant la lutte contre la désinformation à travers la sensibilisation de l'opinion publique, des professionnels des médias, des acteurs politiques et des membres de la société civile. Ils ne pourront le faire de manière efficiente qu'avec l'appui de partenaires locaux pouvant se prévaloir d'une légitimité indispensable à l'appropriation des actions et initiatives.** Dans ce sens, l'Organisation Internationale de la Francophonie recommande « *l'indépendance de la régulation, l'intégrité électorale, l'éducation aux médias et à l'information ainsi que de la protection des utilisateurs* »<sup>28</sup>. La régulation de la présence en ligne s'impose devant une production continue et diffuse de fausses informations, pour assainir l'espace politique et permettre l'expression d'opinions libres. Cela passe par une véritable éducation à l'usage des réseaux sociaux qu'il est extrêmement difficile de réguler malgré les arsenaux juridiques qui restent inefficaces face

---

<sup>25</sup> Samba, B. lors d'un séminaire du Timbuktu Institute sur la désinformation, voir <https://timbuktu-institute.org/index.php/l-institut/demarche/item/848-sahel-entre-de-sininformation-guerre-informationnelle-et-vents-defavorables-a-la-democratie>

<sup>26</sup> Idem

<sup>27</sup> Jeune Afrique, Quand les réseaux sociaux ravivent les conflits ethniques, 2018. En ligne, consulté, le 05 mars 2024. URL: <https://www.jeuneafrique.com/594068/societe/tribune-quand-les-reseaux-sociaux-ravivent-les-conflits-ethniques/>

<sup>28</sup> L'Organisation Internationale de la Francophonie, Table-ronde francophone sur la régulation des plateformes pour l'information comme bien public, Paris, 21 février 2023.

à l'extraterritorialité d'un espace virtuel ignorant les frontières. À ce préalable, s'ajoutera l'intégrité électorale qui en assure la crédibilité. Néanmoins, dans un souci d'avoir un plus grand impact de la lutte contre la désinformation, des programmes d'éducation aux médias et à l'information réduiront le taux d'analphabétisme numérique et les risques de dérives des usagers des réseaux sociaux et de l'internet. De façon plus générale, le rôle de l'éducation en tant que moyen de développer l'esprit critique devient crucial pourvu que les États en aient les moyens et la volonté.

## 5 - LA PARTICIPATION POLITIQUE DES FEMMES A L'ERE DE LA DESINFORMATION (NIGER, BURKINA FASO)

**Du fait de la vulnérabilité des femmes dans les sociétés traditionnelles due, généralement, au patriarcat et aux cadres socioculturels voire religieux, elles demeurent les plus grandes victimes de la désinformation. L'usage des réseaux sociaux et l'accès à Internet ont accru la « diffusion de préjudiciables stéréotypes sexistes »<sup>29</sup>.** Ainsi, les violences basées sur le genre et les discriminations se sont multipliées dans l'espace numérique et représentent des défis majeurs. À propos de la santé sexuelle et reproductive, les filles et les femmes ont longtemps hésité à utiliser les produits contraceptifs selon l'idée que les méthodes de contraception promues par les occidentaux pour limiter les naissances provoqueraient des stérilités. La prévention de maladies et la planification familiale ont également souffert de ces campagnes de désinformation. Au Niger, en 2000, des écolières fuyaient par les fenêtres pour échapper à la vaccination contre la polio. Et en 2020, au Burkina Faso, le décès de l'honorable Rose Marie Compaoré, deuxième vice-présidente de l'Assemblée nationale, a nourri des rumeurs et diverses informations inexactes qui ont eu pour conséquence le rejet par la famille de la défunte du discours officiel sur la mort de la vice-présidente en période de Covid 19<sup>30</sup>. En outre, dans les pays qui ont connu des régimes militaires, un recul de la participation politique des femmes a été observé. En effet, les promoteurs des droits des femmes sont perçus comme des propagateurs des valeurs occidentales rejetées par les autorités de transition qui n'hésitent plus à afficher leur collaboration avec la Russie<sup>31</sup>. Par ailleurs, au sortir d'un atelier sur la lutte contre la désinformation basée sur le

---

<sup>29</sup> Organisation internationale de la Francophonie (Habmo BIRWE), La désinformation basée sur le genre en contexte de crises : Quels mécanismes de prévention et dispositifs de lutte pour les pays du Sahel ? p.1, décembre 2023. URL: <https://odil.org/wp-content/uploads/2023/12/La-desinformation-basee-sur-le-genre-en-contexte-de-cris-es-ok-1.pdf>,

<sup>30</sup> Le Faso.net, Décès de la députée Marie Rose Compaoré : Retour sur la crise dans la crise du COVID-19, mai 2020 URL : <https://lefaso.net/spip.php?article96634>

<sup>31</sup> Organisation internationale de la Francophonie (Habmo BIRWE), La désinformation basée sur le genre en contexte de crises : Quels mécanismes de prévention et dispositifs de lutte pour les pays du Sahel ? p.3, décembre 2023. URL: <https://odil.org/wp-content/uploads/2023/12/La-desinformation-basee-sur-le-genre-en-contexte-de-cris-es-ok-1.pdf>

genre dans l'espace politique, organisé dans le cadre du programme *Sénégal : atténuer la désinformation*, par l'Alliance pour la Migration, le Leadership et le Développement (AMLD), un mémorandum stipulait que « *la désinformation genrée est également un moyen d'orienter le débat des femmes politiques en réduisant leur espace d'expression* »<sup>32</sup>, fragilisant les démocraties et rendant difficile l'expression de voix féminines. Dès lors, le défi pour les partenaires nationaux et internationaux est de limiter, voire prévenir les obstructions à la participation politique libre et effective des femmes en s'investissant davantage dans la promulgation et la mise en œuvre de lois et initiatives dans ce sens. Du fait d'une plus forte demande d'adéquation entre l'offre de coopération et les besoins des États et des populations, locales, les gouvernements de la région devront aussi jouer le rôle qui leur revient dans ce processus.

## 6 - LA LUTTE CONTRE LA DESINFORMATION PAR L'EDUCATION AUX MEDIAS ET LA SENSIBILISATION (CAMEROUN, GABON, TOGO, REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO)

Devant l'ampleur des conséquences désastreuses de la désinformation sur la coopération internationale, la sécurité, la stabilité et la démocratie, les États du Sahel central et du golfe de Guinée s'organisent pour initier des programmes de prévention et de lutte contre ces campagnes d'influence coordonnées. À ce titre, « une stratégie régionale et de plan d'action pour la prévention et la lutte contre les discours de haine »<sup>33</sup> en Afrique centrale a été adoptée en 2022, avec le soutien de l'ONU, lors d'un forum à Kinshasa (RDC). Ce document insiste sur l'importance pour les différents États d'être en conformité avec les normes internationales en matière de droits humains et la nécessité d'une promotion d'un espace civique car ces derniers contribuent à lutter contre les discours de haine. Pour la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en RDC (MONUSCO), cette stratégie est une « importante initiative pour le vivre-ensemble dans les pays de l'Afrique centrale »<sup>34</sup>.

---

content/uploads/2023/12/La-desinformation-basee-sur-le-genre-en-contexte-de-cris-ok-1.pdf,

<sup>32</sup> L'Alliance pour la Migration, le Leadership et le Développement, *La désinformation basée sur le genre en politique : la démocratie à l'épreuve des infox*, juillet 2023, URL : <https://www.amld-ong.org/generalites/la-desinformation-basee-sur-le-genre-en-politique-la-democratie-a-lepreuve-des-infox/>

<sup>33</sup> MONUSCO, *l'Afrique centrale dispose désormais d'un projet de stratégie régionale et d'un plan d'action contre les discours de haine*, 2022. En ligne, consulté le 05 mars 2024. URL : <https://monusco.unmissions.org/l%E2%80%99afrique-centrale-dispose-d%C3%A9sormais-d%E2%80%99un-projet-de-strat%C3%A9gie-r%C3%A9gionale-et-d%E2%80%99un-plan-d%E2%80%99action-contre>

<sup>34</sup> Idem

Au Cameroun, le réseau « defy hate now » a initié le programme Africa Fact checking Fellowship dans le but de renforcer les compétences des professionnels des médias dans la vérification des faits en ligne et la détection des discours de haine<sup>35</sup>. En 2023, au Gabon, le Mécanisme National de Dialogue et d'Échange (MNDE), en collaboration étroite avec plusieurs agences du système des Nations Unies, dont le HCDH et l'UNESCO, avait procédé au lancement de la campagne de sensibilisation « Gabon contre la haine »<sup>36</sup>, qui matérialise « un engagement commun des Nations Unies et du Gouvernement contre les discours de haine et les fake news »<sup>37</sup>. Cette campagne avait pour objectif de promouvoir la tolérance, la compréhension mutuelle, la vérification des informations en s'appuyant sur l'éducation des citoyens, notamment des jeunes. Au Togo, en 2021, des députés ont été formés pour contribuer à la lutte contre la désinformation et les enjeux des fake news<sup>38</sup>. En 2020, le département d'État américain avait lancé deux projets au Togo autour de la lutte contre l'extrémisme et les fake news<sup>39</sup>.

## 7. CONCLUSION ET PERSPECTIVES

**La désinformation représente un défi majeur et multidimensionnel** pour les États de la région et leurs partenaires internationaux. Qu'il s'agisse des pays du Sahel Central avec des régimes de transition politique ou de ceux du Golfe de Guinée, c'est l'ensemble de l'Afrique de l'Ouest qui est en train de subir les évolutions et mutations liées en partie à **une globalisation de la crise de confiance entre gouvernants et gouvernés**. Dans ce contexte, la coopération internationale en lien avec le phénomène aggravant de la désinformation fait face à deux défis spécifiques. Il y a, d'abord, **le défi de l'appropriation (ownership) des politiques et initiatives**, par les populations locales et par les États profitant de possibilités inédites de diversification des partenariats, non sans travers pour la bonne gouvernance et le respect des valeurs comme la démocratie et les droits humains (liberté d'expression). Ensuite, par le jeu d'une démocratisation accélérée de l'accès à l'information et des énormes possibilités de sa manipulation à l'heure du digital et d'un cyberspace qui ne s'apprête à aucun mode de régulation, aussi bien les États que les partenaires internationaux font face au **défi de**

<sup>35</sup> Dr Roméo SAA NGOUANA, Sociologue Chargé de Recherches au Think tank CEIDES (Centre africain d'études internationales diplomatiques économiques et stratégiques), Comprendre et combattre la désinformation en Afrique, page 5, décembre 2022.

<sup>36</sup> Gabon news, Lancement de la Campagne "Gabon contre la haine" : Un engagement commun des Nations Unies et du Gabon contre le discours de haine et les fakes news, 2023. En ligne, consulté le 05 mars 2024. URL: <https://en.gabonews.com/fr/actus/societe/article/lancement-de-la-campagne-gabon-contre-la-haine-un>

<sup>37</sup> Idem

<sup>38</sup> Cio mag, Fake news : les députés togolais formés pour participer à la lutte, 2021. En ligne, consulté le 06 mars 2024. URL: <https://cio-mag.com/fake-news-les-deputes-togolais-formes-pour-participer-a-la-lutte/>

<sup>39</sup> République de Togo, Infox et extrémisme, 2020. En ligne, consulté le 06 mars 2024. URL: <https://www.republicoftogo.com/toutes-les-rubriques/cooperation/infox-et-extremisme>

**la crédibilité.** Ils souffrent d'un environnement où la circulation à grande vitesse et à haut débit des fake news, des théories complotistes, généralise **une culture de méfiance et suspicion d'agendas « cachés »** vis-à-vis des politiques publiques et de la coopération internationale. En même temps que se pose la question de la confiance vis-à-vis des gouvernants eux-mêmes et de leurs partenaires, d'importants risques pèsent, paradoxalement, sur la démocratie et les libertés alors que **l'illusion d'un espace communicationnel qui n'a jamais été aussi ouvert cache en réalité d'importantes dérives autoritaires.** La désinformation devient non seulement un procédé emprunté par les acteurs « ordinaires » mais un **instrument de contrôle et d'orientation des opinions** au point de compromettre l'intégrité des processus électoraux. Ainsi, aux vulnérabilités de certaines catégories de population comme les femmes, les jeunes et aux inégalités horizontales classiques, s'ajoutent celles liées à la capacité des uns et des autres à interagir avec un important flux informationnel pouvant être manipulé ou instrumentalisé à divers desseins. Dans cette configuration, avec son impact sur les opinions et les perceptions, la désinformation ne peut être sans effet sur la conduite et l'orientation des politiques de coopération.

Dans ce contexte, il serait important autant pour les États que pour leurs partenaires et les sociétés civiles d'envisager à la fois des solutions préventives et proactives contre un tel phénomène telles que :

- Une meilleure **documentation**, par la recherche, du phénomène de la désinformation, ses causes, ses manifestations et ses procédés dans les sociétés du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest au-delà des généralités et des visions globales qui ne traduisent pas toujours les réalités locales
- Des études de **perception** sur la manière dont la désinformation impacte les politiques de développement et leur appropriation, les acteurs qui y sont impliqués, les canaux et stratégies afin de dégager des solutions préventives efficaces adaptées aux sociétés et réalités ouest-africaines marquées par une forte privatisation des rapports politiques
- Une stratégie bâtie autour de **l'éducation** aux médias et au numérique. Cette stratégie devrait participer d'une approche holistique prenant en compte chercheurs, gouvernements, société civile, utilisateurs des réseaux sociaux, ceci dans le but d'engager les différentes plateformes à mieux identifier les contextes locaux.
- Engager des partenariats locaux, pour **accompagner les initiatives** de lutte et de recherches sur la désinformation non seulement par la promotion du fact-checking et ce même dans les programmes scolaires, mais aussi par des campagnes de sensibilisation en langues locales

## Références :

1. *Réseaux sociaux et désinformation au Sahel*, Nouvelles et annonces, Habibou Bako, Bulletin franco paix, Vol. 7, n° 10 • 2022.
2. *Comprendre la désinformation en Afrique*, Le Grand Continent, Guillaume Soto-Mayor, Admire Mare, Valdez Onanina, 2023.
3. « *Au Sahel, le manque de transparence nourrit les spéculations, les peurs et les tensions* », Le monde, Michelle Bachelet, 2021.
4. *Désinformation active en Afrique : Acteurs, objectifs et conséquences sur la stabilité du continent ! À qui profite le crime ?*, Cyber security mag Africa, octobre 2023, URL : <https://cybersecuritymag.africa/desinformation-active-en-afrique-acteurs-objectifs-et-consequences-sur-la-stabilite-du-continent>
5. *Bâtir la paix à travers la lutte contre la désinformation*, MINUSMA, 2022. URL : <https://minusma.unmissions.org/b%C3%A2tir-la-paix-%C3%A0-travers-la-lutte-contre-la-d%C3%A9sinformation>
6. *Abus sexuels : Des accusations contre la MINUSMA*, À Bamako, 2016. URL : <http://news.abamako.com/h/131159.html>
7. *Au Mali, l'armée accuse la Minusma de laisser le champ libre aux « terroristes*, Jeune Afrique», 2023. URL : <https://www.jeuneafrique.com/1497455/politique/au-mali-larmee-accuse-la-minusma-de-laisser-le-champ-libre-aux-terroristes/>
8. « *Améliorer la gestion collective des défis du sahel : pistes et propositions* », <https://www.coalition-sahel.org/wp-content/uploads/2022/12/FR-2022.12.30-Synthe%CC%80se-des-recommandations-1.pdf>
9. *Table-ronde francophone sur la régulation des plateformes pour l'information comme bien public*, L'Organisation Internationale de la Francophonie, Paris, 21 février 2023.
10. *Les Manipulations de l'information : un défi pour nos démocraties*, J.-B. Jeangène Vilmer, A. Escorcía, M. Guillaume, J. Herrera, rapport du Centre d'analyse, de prévision et de stratégie (CAPS) du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et de l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM) du ministère des Armées, Paris, 2018.
11. *Désinformation et transition démocratique : une étude de cas au Kenya*, Gillian McKay, Humans Rights and IHL, juin 2022.
12. *Mesurer les effets des opérations d'influence : principales conclusions et lacunes de la recherche empirique*, Fondation Carnegie pour la paix internationale, Jon Bateman, Elonnai Hickok, Laura Courchesne, Isra Thange, Jacob N. Shapiro, juin 2021. URL : <https://carnegieendowment.org/2021/06/28/measuring-effects-of-influence-operations-key-findings-and-gaps-from-empirical-research-pub-84824>
13. *La désinformation basée sur le genre en contexte de crises : Quels mécanismes de prévention et dispositifs de lutte pour les pays du Sahel ?*, Organisation internationale de la Francophonie (Habmo BIRWE), 2023. URL : <https://odil.org/wp-content/uploads/2023/12/La-desinformation-basee-sur-le-genre-en-contexte-de-crisis-ok-1.pdf>
14. *Décès de la députée Marie Rose Compaoré : Retour sur la crise dans la crise du COVID-19*, Le Faso.net, 2020 URL : <https://lefaso.net/spip.php?article96634>

15. Le Monde, Africa Corps, le nouveau label de la présence russe au Sahel, décembre 2023. URL : [https://www.lemonde.fr/afrique/article/2023/12/15/africa-corps-le-nouveau-label-de-la-presence-russe-au-sahel\\_6205937\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2023/12/15/africa-corps-le-nouveau-label-de-la-presence-russe-au-sahel_6205937_3212.html)
16. *La désinformation basée sur le genre en politique : la démocratie à l'épreuve des infos*, L'Alliance pour la Migration, le Leadership et le Développement, 2023, URL : <https://www.amld-ong.org/generalites/la-desinformation-basee-sur-le-genre-en-politique-la-democratie-a-lepreuve-des-infos/>
17. *Quand les réseaux sociaux ravivent les conflits ethniques*, 2018. En ligne, consulté, le 05 mars 2024, Jeune Afrique,. URL : <https://www.jeuneafrique.com/594068/societe/tribune-quand-les-reseaux-sociaux-ravivent-les-conflits-ethniques/>
18. *Développer la confiance : le succès de la contre insurrection commence avec les civils*, *Contre-insurrection*, Africa defense forum, Volume 16, p.20, 2<sup>ème</sup> trimestre.
19. *Au Kenya, TikTok fait le jeu de la désinformation à l'approche de la présidentielle*, France 24, 2022. En ligne, consulté le 05 mars 2024. URL: <https://www.france24.com/fr/afrique/20220610-au-kenya-tiktok-fait-le-jeu-de-la-d%C3%A9sinformation-%C3%A0-l-approche-de-la-pr%C3%A9sidentielle>
20. *La fiction est-elle pire que la réalité ? Comment lutter contre les fausses informations est un élément essentiel pour garantir la démocratie en Sierra Leone*, Democracy in Africa, , aout 2023. En ligne, consulté le 05 mars 2024/ URL : <https://democracyinafrica.org/is-fiction-worse-than-fact-how-countering-false-information-is-an-essential-part-of-securing-sierra-leones-democracy/>
21. *Présidentielle en Côte d'Ivoire : la désinformation pullule sur les réseaux sociaux*, TV5, 2020. En ligne, consulté le 05 mars 2024/ URL : <https://information.tv5monde.com/afrique/presidentielle-en-cote-divoire-la-desinformation-pullule-sur-les-reseaux-sociaux-36810>
22. MONUSCO, *l'Afrique centrale dispose désormais d'un projet de stratégie régionale et d'un plan d'action contre les discours de haine*, 2022. En ligne, consulté le 05 mars 2024. URL : <https://monusco.unmissions.org/l%E2%80%99afrique-centrale-dispose-d%C3%A9sormais-d%E2%80%99un-projet-de-strat%C3%A9gie-r%C3%A9gionale-et-d%E2%80%99un-plan-d%E2%80%99action-contre>
23. *Comprendre et combattre la désinformation en Afrique*, Dr Roméo SAA NGOUANA, Sociologue Chargé de Recherches au Think tank CEIDES (Centre africain d'études internationales diplomatiques économiques et stratégiques), page 5, décembre 2022.
24. *Lancement de la Campagne "Gabon contre la haine" : Un engagement commun des Nations Unies et du Gabon contre le discours de haine et les fake news*, Gabon news, 2023. En ligne, consulté le 05 mars 2024. URL : <https://en.gabonews.com/fr/actus/societe/article/lancement-de-la-campagne-gabon-contre-la-haine-un>

25. *La Guinée Équatoriale va-t-elle vraiment quitter le franc CFA*, TV5 Afrique, 2018. En ligne, consulté le 06 mars 2024. URL: <https://information.tv5monde.com/afrique/vrai-dire-la-guinee-equatoriale-va-t-elle-vraiment-quitter-le-franc-cfa-30032>
26. *Rompre la chaine de la désinformation et de l'extrémisme*, République du Togo, 2024. En ligne, consulté le URL : <https://www.republicoftogo.com/toutes-les-rubriques/politique/rompre-la-chaine-de-la-desinformation-et-de-l-extremisme>
27. *Les députés togolais formés pour participer à la lutte*, Cio mag, Fake news : 2021. En ligne, consulté le 06 mars 2024. URL: <https://cio-mag.com/fake-news-les-deputes-togolais-formes-pour-participer-a-la-lutte/>
28. *Infox et extrémisme*, République de Togo, 2020. En ligne, consulté le 06 mars 2024. URL: <https://www.republicoftogo.com/toutes-les-rubriques/cooperation/infox-et-extremisme>

# PASAS

PLATEFORME D'ANALYSE,  
DE SUIVI ET D'APPRENTISSAGE  
AU SAHEL



PORTÉ PAR



## pasas-minka.fr

Ce rapport a été élaboré dans le cadre d'un financement du Fonds Paix et Résilience Minka.

Le Fonds Minka, mis en œuvre par le groupe AFD, est la réponse opérationnelle de la France à l'enjeu de lutte contre la fragilisation des États et des sociétés. Lancé en 2017, Minka finance des projets dans des zones affectées par un conflit violent, avec un objectif : la consolidation de la paix. Il appuie ainsi quatre bassins de crise via quatre initiatives : l'Initiative Minka Sahel, l'Initiative Minka Lac Tchad, l'Initiative Minka RCA et l'Initiative Minka Moyen-Orient.

La Plateforme d'Analyse, de Suivi et d'Apprentissage au Sahel (PASAS) est financée par le Fonds Paix et Résilience Minka. Elle vise à éclairer les choix stratégiques et opérationnels des acteurs de développement locaux et internationaux, en lien avec les situations de crises et de fragilités au Sahel et dans le bassin du Lac Tchad. La PASAS se met en œuvre à travers d'un accord-cadre avec le groupement IRD-ICE après appel d'offres international dont le rôle est double : (i) produire des connaissances en réponse à nos enjeux opérationnels de consolidation de la paix au Sahel et (ii) valoriser ces connaissances à travers deux outils principaux : une plateforme numérique, accessible à l'externe, qui accueillera toutes les productions et des

conférences d'échange autour des résultats des études. La plateforme soutient ainsi la production et le partage de connaissances, en rassemblant des analyses robustes sur les contextes sahéliens et du pourtour du Lac Tchad.

Nous encourageons les lecteurs à reproduire les informations contenues dans les rapports PASAS pour leurs propres publications, tant qu'elles ne sont pas vendues à des fins commerciales. En tant que titulaire des droits d'auteur, le projet PASAS et l'IRD demande à être explicitement mentionné et à recevoir une copie de la publication. Pour une utilisation en ligne, nous demandons aux lecteurs de créer un lien vers la ressource originale sur le site Web de PASAS, <https://pasas-minka.fr>.

